



## Job Description

<b>Agency</b>	UNDP
<b>Title</b>	Expert Juriste en droit des élections
<b>Job ID</b>	24529
<b>Practice Area - Job Family</b>	Democratic Governance
<b>Vacancy End Date</b>	16/07/2019 (Midnight New York, USA)
<b>Time Left</b>	13d 13h 51m
<b>Duty Station</b>	Ndjamena, Chad
<b>Education &amp; Work Experience</b>	I-Master's Level Degree - 5 year(s) experience
<b>Languages</b>	Required: English, French Desired:
<b>Grade</b>	P4
<b>Vacancy Type</b>	FTA International
<b>Posting Type</b>	Common System
<b>Bureau</b>	Africa
<b>Contract Duration</b>	1 Year with possibility for extension

Les Candidatures féminines sont fortement encouragées.

[Return to Previous Page](#)

[Email to Friend](#) [Apply Now](#)

### Background

Faisant suite à une demande du Gouvernement tchadien de continuer à bénéficier d'une assistance électorale des Nations Unies, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et Coordonnateur des activités d'assistance électorale a autorisé le déploiement d'une mission d'évaluation des besoins électoraux (acronyme anglais : NAM) du 12 au 23 février 2018. La NAM a confirmé les constats économiques et sociaux énoncés ci-dessus, ainsi que les enjeux politiques liés à la nécessité de permettre une appropriation nationale des recommandations et des décisions issues du Forum sur les réformes institutionnelles. La NAM a également pris en considération d'autres éléments tels que l'allocation d'une enveloppe budgétaire pour l'assistance aux élections, la recherche d'un consensus large autour de certains paramètres électoraux ainsi que des efforts accrus de planification opérationnelle sur la base d'un calendrier électoral fiable et réaliste et d'une trésorerie sécurisée, et les opportunités que représente la mise en place d'une CENI pérenne. Au vu de ces constats, la NAM a recommandé, avec l'accord du Coordonnateur des activités d'assistance électorale, l'apport d'un appui technique à travers un projet géré par le PNUD et sur la base d'une approche graduée.

L'appui des PTF au travers du PNUD intervient donc dans un contexte de changements politiques majeurs imposés par le Forum des réformes institutionnelles. Il doit également prendre en compte les évolutions juridiques nées de l'adoption d'une nouvelle Constitution et, le cas échéant, soutenir une révision du cadre juridique et institutionnel des élections.

Le PNUD a donc mis en place à la suite du Projet d'Appui au Cycle Electoral au Tchad (PACET), démarré en 2016 et clôturé en 2018, un nouveau projet dénommée Appui à la crédibilité et à la Transparence des Elections au Tchad (ACTET) dans la perspective de l'organisation des élections législatives et communales. Ce projet a pour objectifs spécifiques, à court terme, de renforcer les capacités de la Commission Électorale nationale Indépendante (CENI) et le Bureau Permanent des Elections (BPE) et d'autres institutions clés du processus électoral pour l'organisation d'élections législatives et locales crédibles et transparentes et, à moyen terme d'assurer une pérennisation des acquis en vue d'une meilleure préparation des prochains scrutins dont l'élection présidentielle prévue en 2021. Au-delà d'un scrutin, il s'agit pour le PNUD, à long terme, de contribuer à un développement durable des capacités nationales d'organisation et de gestion de cycles électoraux répondant aux normes de qualité internationalement reconnues et d'aider les citoyens tchadiens, notamment les jeunes et les femmes, à exercer leurs droits à participer à la conduite des affaires politiques de leur pays.

Cet appui intervient dans un contexte de changements politiques majeurs issus du Forum des réformes institutionnelles organisé du 19 au 27 mars 2018. Il prend en compte les évolutions juridiques nées de l'adoption d'une nouvelle Constitution par l'Assemblée nationale le 30 avril 2018. C'est donc dans le cadre de la mise en œuvre du projet ACTET que le PNUD recrute un(e) expert juriste en droit des élections selon les termes de référence ci-après.

### Duties and Responsibilities

Sous la supervision du Conseiller technique principal (Elections), le/la juriste international(e) expert (e) en droit des élections sera chargé (e) des tâches suivantes :

- Faire le suivi des recommandations de la mission d'experts sur la revue du cadre juridique et institutionnel des élections et l'analyse des recommandations des missions d'observation électorale et assister dans le plaidoyer pour des réformes électorales ;
- Donner des avis et des recommandations sur les modifications et les améliorations à apporter aux textes législatifs et réglementaires régissant l'organisation des élections, en conformité avec